

Pour publication immédiate

Contact presse : Elke Jeurissen, 0476.505454

Le 12 mai 2009

L'UTILISATION DES LOGICIELS ILLEGAUX RESTE STABLE A 25% EN BELGIQUE

Belgique. La piraterie logicielle sur les ordinateurs personnels (PC) n'évolue guère entre 2007 et 2008 sur le marché belge. Elle reste stable à 25%. Pendant ce temps, la moitié des 110 pays étudiés voient leur taux de piraterie reculer. Le pourcentage n'augmente que dans 15 % des pays. En Belgique, les pertes dues à la piraterie logicielle passent de \$ 223 millions en 2007 à \$ 269 millions en 2008. La Belgique affiche le deuxième taux de piraterie par rapport aux pays limitrophes (Luxembourg 21%, France 41%, Pays-Bas 28% et Royaume-Uni 27%). Le taux moyen de piraterie pour l'Europe Occidentale stagne à 33%, soit une perte de revenus estimée à \$ 13.023 millions.

Telles sont les conclusions de la sixième étude annuelle sur la piraterie des logiciels pour PC de Business Software Alliance (BSA), une association internationale qui défend les intérêts du secteur mondial des logiciels. Portant sur 110 pays, l'étude indépendante a été réalisée par IDC, premier institut mondial d'études de marché et de prospective, spécialisé en technologie informatique.

« Ce rapport prouve que l'action de BSA est efficace en Belgique. Le taux de piraterie n'a pas augmenté dans ce pays au cours de l'année écoulée, contrairement aux autres pays de l'UE », déclare Jacco Brand, Président du Comité Benelux de BSA. « En ces temps économiquement incertains, il est primordial que les entreprises ne prennent pas le mauvais raccourci en utilisant des logiciels sans licence. Cela renforcerait l'impact de la crise sur ces entreprises, sur les consommateurs ainsi que sur l'économie locale et globale. »

« En Belgique, la piraterie logicielle recule depuis plusieurs années, venant de 29% en 2002. Cela démontre le bien-fondé de la double approche de BSA. Nous allons continuer à informer les utilisateurs professionnels au sujet de la gestion des logiciels légaux, avec la collaboration des organisations représentatives. En même temps, nous entendons mener des actions judiciaires pour poursuivre notre lutte contre l'utilisation illégitime des logiciels sans licence. Pour ces dix dernières années, en Belgique, le manque à gagner des éditeurs de logiciels, des développeurs et des revendeurs dû à la piraterie dépasse \$ 1.500 millions. »

Mais la piraterie logicielle n'affecte pas que les revenus de l'industrie. D'après une étude d'IDC publiée en janvier 2008, une réduction de ce phénomène pourrait créer des centaines de milliers de nouveaux emplois et des milliards de dollars de croissance économique, tout en augmentant les recettes fiscales permettant de soutenir les programmes et services locaux. En Belgique, si l'on parvient à limiter de 10 pour cent la piraterie logicielle entre 2008 et 2011, on pourra générer près de 1.500 emplois et un milliard de dollars de croissance économique.

Parmi les principales conclusions de l'étude, notons encore :

- Sur les 110 pays étudiés, la piraterie logicielle sur PC a reculé dans 57 pays, stagné dans 36 autres et augmenté dans 16 seulement. Cependant, parce que le marché global du PC s'est développé plus rapidement dans les pays où la piraterie est très présente, le taux mondial a augmenté de trois points en 2008 pour atteindre 41%.
- En Europe occidentale, le taux moyen de piraterie stagne à 33%, soit une perte de revenus estimée à \$ 13.023 millions. Le problème est particulièrement aigu en Grèce (57%), en Chypre (50 %), en Italie (48%), en Islande (46%) et à Malte (45%). À l'autre extrémité du classement, on trouve le Luxembourg (21%), l'Autriche (24%), ainsi que la Belgique, le Danemark, la Suède et la Suisse (25%). C'est la Russie qui réalise les progrès les plus importants : en un an, le taux chute de cinq points à 68 pour cent. Le recul total atteint 19 points en six ans.
- Si les économies émergentes représentent 45 pour cent du marché mondial du PC, leur part du marché des logiciels pour PC n'atteint pas 20 pour cent. En imaginant que la part des économies émergentes dans les logiciels pour PC serait la même qu'en termes de matériel, le marché des logiciels croîtrait de \$40 milliards par an. Et un pour cent de piraterie en moins au niveau mondial apporterait \$20 milliards de stimulant à l'industrie informatique.
- La généralisation de l'accès à Internet va cependant faciliter l'approvisionnement en logiciels piratés. Dans les cinq années qui viennent, 460 millions de personnes vont se connecter dans les pays émergents. La croissance sera la plus forte parmi les consommateurs et les petites entreprises, des segments où le taux de piraterie est généralement supérieur à celui des grandes sociétés et des organismes publics.

La récession économique mondiale, ajoute l'étude, exerce une incidence mitigée sur la piraterie logicielle. D'après John Gantz, Chief Research officer chez IDC, le consommateur, confronté à des restrictions budgétaires, conserve plus longtemps ses ordinateurs, ce qui a tendance à intensifier la piraterie : les machines anciennes sont en effet plus souvent équipées de logiciels sans licence. Face à cela, la pression sur les dépenses stimule les ventes de 'netbooks' bon marché, généralement dotés de logiciels légaux préinstallés, ainsi que l'utilisation professionnelle des programmes de gestion des actifs logiciels pour réduire les coûts informatiques.

« En tout état de cause, le coût des logiciels n'est qu'un des facteurs qui conditionnent la piraterie », explique Gantz. « La crise économique va avoir des conséquences en partie négatives et en partie positives, mais elle n'est qu'un élément parmi bien d'autres. Il faudra attendre les chiffres de 2009 pour y voir plus clair.

BSA prône une feuille de route en cinq points pour lutter contre la piraterie logicielle et cueillir les fruits économiques de cette action :

- Informer le public et le sensibiliser à l'importance de la propriété intellectuelle et aux risques des logiciels sans licence ;
- Transposer dans les lois nationales sur le droit d'auteur les obligations de la World Intellectual Property Organisation (WIPO), afin de faciliter et d'intensifier la lutte contre la piraterie numérique et en ligne ;
- Instaurer des mécanismes efficaces pour faire appliquer les règles du TRIPS (convention sur les aspects commerciaux des droits de propriété intellectuelle) de l'OMC, y compris des lois anti-piraterie sévères ;
- Consacrer d'importantes ressources publiques au problème, notamment des instances nationales d'application des règles de propriété intellectuelle, une coopération transfrontalière ou encore la formation des agents locaux et judiciaires ;

- Montrer l'exemple en instaurant des politiques de gestion des logiciels et en obligeant le secteur public à n'utiliser que des programmes légaux.

Portant sur 110 pays, l'étude indépendante a été réalisée par IDC, premier institut mondial d'études de marché et de prospective spécialisé en technologie informatique. Elle couvre la piraterie de tous les logiciels prêts à l'emploi destinés aux ordinateurs personnels, notamment les desktops, les laptops et les ultraportables. L'étude ne concerne pas les autres types de logiciels, utilisés sur les serveurs ou les mainframes. IDC utilise ses propres statistiques de vente de logiciels et de matériel. Les analystes IDC travaillent dans plus de 60 pays sur les tendances de la piraterie logicielle.

Pour plus de détails ou le texte complet de l'étude, rendez-vous sur www.bsa.org/globalstudy.

#

BSA

Business Software Alliance (www.bsa.org) est la principale organisation de promotion d'un monde numérique sûr et légal. BSA est le porte-parole de l'industrie mondiale des logiciels commerciaux et de ses partenaires constructeurs de matériel face aux gouvernements et au marché international. Ses membres représentent une des industries qui connaissent plus forte croissance au monde. Les programmes de BSA encouragent l'innovation technologique grâce des initiatives politiques et éducatives en faveur de la protection du copyright, de la sécurité informatique, du commerce et de l'e-commerce. Parmi les membres de BSA, on trouve Adobe, Apple, Autodesk, Bentley Systems, CA, Cisco Systems, Corel, CyberLink, Dassault Systèmes SolidWorks Corporation, Dell, Embarcadero, HP, IBM, Intel, Intuit, McAfee, Microsoft, Minitab, Quark, Quest Software, Rosetta Stone, SAP, Siemens, Sybase, Symantec et The MathWorks.

IDC

IDC est le premier fournisseur mondial d'études de marché, de services de conseil et d'événements destinés aux marchés de la technologie informatique, des télécommunications et de la technologie grand public. IDC aide les professionnels IT, les cadres des entreprises et la communauté des investisseurs à prendre des décisions fondées sur des faits dans leurs achats technologiques et leur stratégie commerciale. IDC emploie plus de mille analystes chargés d'étudier les marchés technologiques et industriels, au niveau global, régional et local, et de dégager les tendances dans plus de 110 pays du monde. Depuis plus de 45 ans, l'expertise stratégique d'IDC aide nos clients à réaliser leurs objectifs majeurs. IDC est une filiale d'IDG, le numéro un mondial des médias, études de marché et événements technologiques. Pour en savoir plus à propos d'IDC, rendez-vous sur www.idc.com.